

**LE LOGEMENT ACCOMPAGNÉ,
CRÉATEUR DE LIENS. PLUS QUE JAMAIS.**

LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION :

Céline Beaujolin
Véronique Bour Verrier
Guillaume Brugidou
Jean-Marc Calmel
Jean-Paul Clément*
Bertrand Declémy
Jacques Dupoyet*, vice-président
Anne Gobin
Sophie Grimaldi
Marc Jeanjean*, vice-président
Richard Jeannin
Jean-Jacques Jeulin
Mathias Levy-Noguères
Bruno Mathieu
Arnaud Richard*
Loïc Richard*, trésorier
Olivier Rigault
Manuel Smadja
Jean-Yves Troy
Jean-Paul Vaillant*, président
Laurent Vuidel*, secrétaire

ÉQUIPE :

Patrick Bodet
Chargé de mission MOI
et Analyse économique
Arnaud de Broca
Délégué général
Virginie Camelin
Responsable Communication
Karine Chamoire
Assistante de direction
Sylvie Emsellem
Chargée de missions
Problématiques et partenariat
Pauline Lebeau
Chargée de mission
Animation du réseau
Pierre-Marc Navales
Chargé de mission
Animation du réseau
Antonin Ollivier
Chargé de mission
Gestion locative et immobilière
Koudiev Sidibé
Responsable
du Centre de formation

* Membres du bureau

UNE ANNÉE MARQUÉE PAR LA CRISE SANITAIRE ET LA SOLIDARITÉ



© Christel JEANNE

Tout a déjà été écrit sur la crise sanitaire, son impact sur notre société, sur la crise sociale profonde qu'elle cache et annonce. Un peu moins, peut-être, sur la capacité qu'a eu le logement accompagné à s'adapter et à innover pour poursuivre ses missions sur l'ensemble du territoire et pour accompagner les personnes logées en veillant à leur sécurité sanitaire et à celle de ses salariés.

Au-delà de la forte mobilisation sur la situation des foyers de travailleurs migrants du fait d'un risque rapidement identifié de propagation de l'épidémie dans ceux d'entre eux qui n'avaient pas encore été transformés, le logement accompagné a, dans cette situation inédite, pleinement montré son utilité sociale avec une attention apportée à l'ensemble des personnes logées et un accompagnement adapté à la diversité des situations.

Nos adhérents ont su maintenir le lien avec les personnes logées en foyers de travailleurs migrants, mais aussi en résidences sociales ou en pensions de familles. Ils ont pu apporter le soutien nécessaire aux plus fragiles tout particulièrement dans les périodes de confinement. Ce maintien du lien, ce soutien, ils l'ont aussi assuré auprès des jeunes dont la situation économique s'est rapidement dégradée et qui, même s'ils ne l'ont pas été directement touchés par la crise sanitaire, le sont par la crise sociale et économique.

Les salariés et les bénévoles qui interviennent au quotidien auprès des résidents du logement accompagné doivent être fortement remerciés. Leur rôle n'a pas toujours été au-devant de la scène, mais n'en reste pas moins essentiel.

Notre union professionnelle a expérimenté et développé de nouvelles pratiques, avec le souci de rester proche de ses adhérents et de diffuser rapidement les informations dans une situation très évolutive. Elle a aussi organisé de nombreux temps d'échanges et a contribué à la diffusion des bonnes pratiques, donnant, grâce à l'implication de ses adhérents, tout son sens au réseau que nous constituons.

C'est finalement l'histoire de cette année bien particulière que raconte ce rapport d'activité. Une année, sans nul doute historique, dont les maîtres mots resteront l'adaptation et l'innovation.

Jean-Paul Vaillant,
président de l'Unafo

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2020



JANVIER

L'Unafo participe au lancement des travaux sur les résidences sociales de demain

La CILPI/DIHAL lance en début d'année 2020 des groupes de travail sur les résidences sociales de demain, notamment sur les questions liées au modèle économique et au projet social. La crise sanitaire a suspendu ces groupes de travail, qui ont repris en début d'année 2021.

FÉVRIER.

L'Unafo modernise ses outils de communication.

C'est en février que l'Unafo a pleinement ouvert son nouveau site internet. Outre une présentation de l'Unafo et du logement accompagné, ce site laisse une large place aux actualités du secteur, avec des pages dédiées aux régions et un espace adhérent. Un centre de ressources est également disponible. Plus largement, l'année 2020 a marqué une refonte des outils de communication de l'Unafo : magazine Action Habitat, newsletter, catalogue de formation...



L'UNAFO EN 2020, C'EST AUSSI :

JANVIER. L'Unafo rédige des propositions d'évolution de la convention APL-foyer. L'Unafo est auditionnée par l'IGAS sur l'habitat inclusif.

FÉVRIER. L'Unafo salue l'annonce d'un plan de lutte contre les punaises de lit.

MARS. Le Comité de suivi de la loi DALO, dont l'Unafo est membre, exprime ses plus vives inquiétudes sur la situation.



Alerter, se mobiliser,
s'impliquer, organiser...



MARS

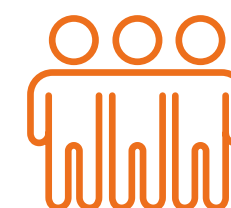
L'Unafo se mobilise aux côtés de ses adhérents

Dès le début de la crise sanitaire, le secteur du logement accompagné s'est fortement mobilisé. L'implication des équipes sur le terrain a été forte, qu'il s'agisse des personnes exerçant des fonctions essentielles quotidiennes comme le nettoyage ou l'entretien, de celles assurant les missions de gestion locative sociale ou de celles en charge des fonctions supports, en télétravail ou présents sur le terrain. L'Unafo les a remerciées en leur adressant une vidéo largement diffusée. Plus généralement, elle a accompagné ses adhérents et était un interlocuteur des pouvoirs publics.

AVRIL

L'Unafo obtient le report de la réforme des aides au logement

En raison de la crise sanitaire, le gouvernement a reporté une nouvelle fois l'entrée en vigueur de la contemporanéité du mode de calcul des aides au logement, suivant une préconisation de l'Unafo. Cette réforme est finalement entrée en vigueur au 1er janvier 2021. Pour accompagner ses adhérents, l'Unafo a organisé en décembre une réunion d'information.



AVRIL.

La nouvelle formule du magazine de l'Unafo « ACTION HABITAT » consacre son dossier à l'utilité sociale du logement accompagné. L'Unafo alerte les pouvoirs publics sur la situation des personnes logées et des gestionnaires du logement accompagné. L'Unafo organise ses premières formations en distanciel.

MAI**L'Unafo demande un plan d'urgence pour les FTM**

Le plan de traitement des foyers de travailleurs migrants, qui a conduit, depuis 1997, au traitement de plus de 500 établissements, a pris un retard important malgré une forte mobilisation des gestionnaires. La crise sanitaire ayant mis en avant la nécessité d'afficher une ambition claire, l'Unafo a formulé plusieurs propositions pour lever les obstacles et parvenir à une individualisation de l'ensemble des logements en FTM d'ici 2026.

**JUIN****L'Unafo adopte un plan de relance en 10 mesures**

Lors de son assemblée générale, à laquelle participait Sylvain Mathieu, Délégué interministériel à l'hébergement et à l'accès au logement, l'Unafo a adopté un plan de relance en 10 mesures : plan de soutien économique du logement accompagné, plan de développement national des résidences sociales, consolidation du modèle économique, revalorisation de l'AGLS, revalorisation du forfait journalier des pensions de famille, aide renforcée pour les personnes logées...

**AOÛT****L'Unafo critique la non-compensation des surcoûts pour le logement accompagné**

Une instruction ministérielle publiée pendant l'été prévoit, d'une part, que la prise en charge des surcoûts pendant la crise se fera pour les résidences sociales au prorata de la subvention AGLS, et, d'autre part, que la prime ne sera pas compensée par l'État pour le logement accompagné, hormis pour les pensions de famille. L'Unafo a dénoncé l'absence de reconnaissance du rôle joué par le logement accompagné pendant la crise sanitaire.

**MAI.**

L'Unafo lance sa nouvelle newsletter bimensuelle. La revue « Actualités sociales hebdomadaires » publie une tribune de l'Unafo sur le rôle du logement accompagné pendant la crise sanitaire.

**SEPTEMBRE****L'Unafo salue la revalorisation du forfait des pensions de famille**

À l'occasion des 3 ans du plan Logement d'Abord, Emmanuelle Wargon a annoncé la revalorisation du forfait journalier des pensions de famille, réclamée notamment par l'Unafo. L'Unafo plaide pour une revalorisation régulière et automatique de cette subvention.

OCTOBRE**L'Unafo poursuit sa mobilisation sur l'AGLS.**

La nouvelle enquête de l'Unafo sur le versement de l'Aide à la gestion locative sociale montre que cette aide a été une fois encore insuffisamment versée en 2019 avec de fortes disparités selon les territoires. L'Unafo note toutefois qu'en 2020 la circulaire AHL publiée le 7 septembre demande que « l'enveloppe des crédits soit strictement réservée à ce dispositif et ne saurait être redéployée sur d'autres mesures ou d'autres dispositifs ».

A suivre...

SEPTEMBRE. L'Unafo réagit au plan de relance du gouvernement. Le deuxième AMI Logement d'Abord est lancé en partenariat notamment avec l'Unafo. L'Unafo tire la sonnette d'alarme sur la baisse de production des résidences sociales.

OCTOBRE. L'Unafo rencontre Emmanuelle Wargon, Ministre du logement.

NOVEMBRE**L'Unafo organise la première semaine du logement accompagné**

Fin novembre, l'Unafo a organisé sa première semaine du logement accompagné, entièrement dématérialisée. Plus de 600 personnes ont participé aux différents temps forts : l'ouverture officielle avec Emmanuelle Wargon, le débat avec la philosophe Cynthia Fleury et une vingtaine de tables rondes et une quinzaine d'ateliers débats.

DÉCEMBRE**L'Unafo publie sa dernière étude sur les chiffres du logement accompagné**

En 2020, l'Unafo a publié deux enquêtes (en avril et en décembre) sur les personnes entrants et sortants du logement accompagné en 2018 puis en 2019. Ces études mettent en valeur l'utilité sociale du logement accompagné et sa participation significative à la politique du logement d'abord mais également à d'autres politiques publiques (emploi, jeunes, lutte contre la précarité, femmes victimes de violences conjugales...). Pour la première fois, une édition Ile-de-France a également été publiée.

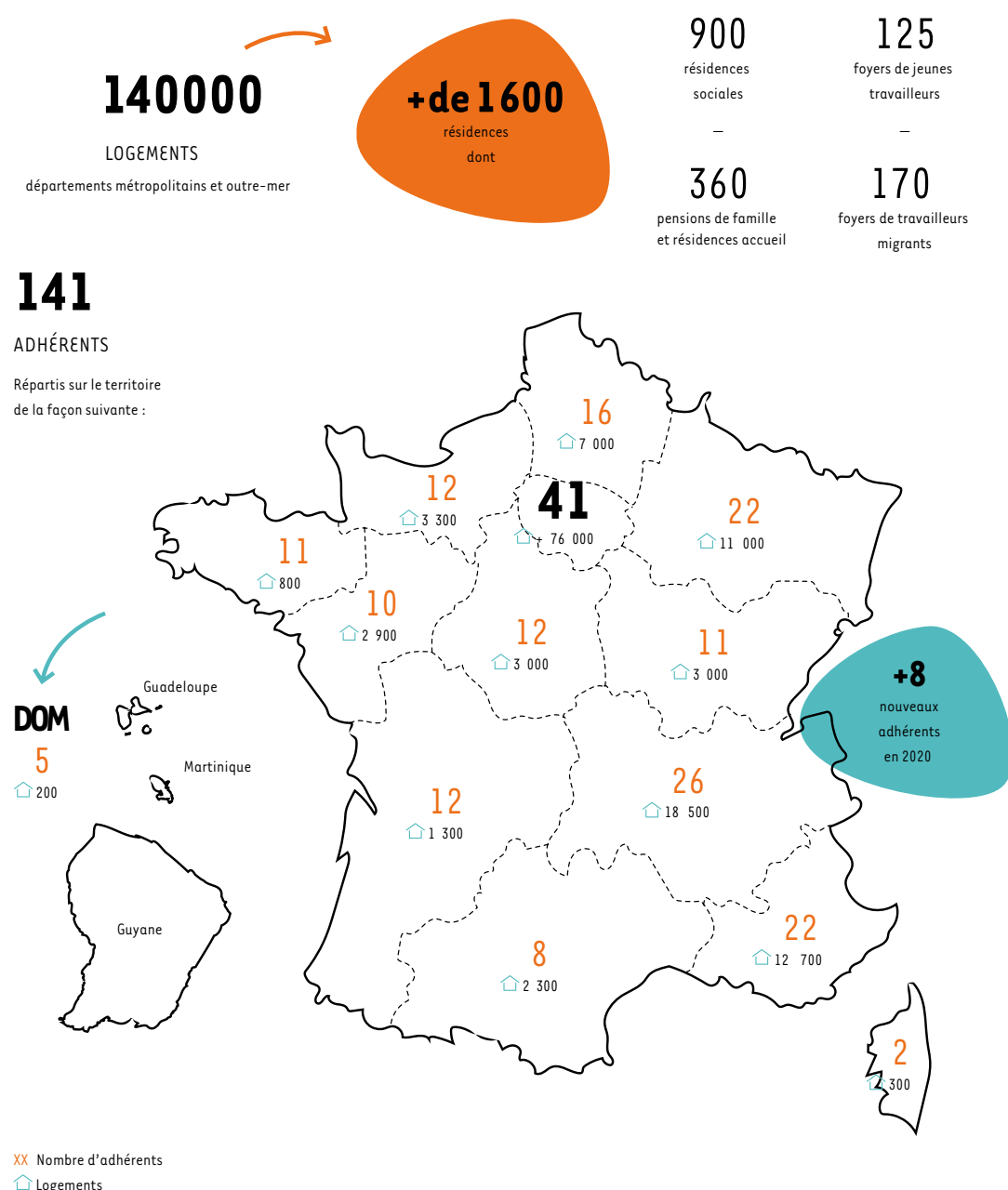
Hommage à Jean-Marie Oudot

Jean-Marie Oudot, ancien président de l'Unafo et ancien Directeur général de Coallia est décédé le 16 juin 2020, des suites d'une longue maladie. Il a mis son énergie et sa clairvoyance au service de notre union et, avec un sens du collectif ancré dans ses valeurs, a su anticiper les évolutions de notre secteur d'activité et élargir son champ d'action. C'est également à son initiative qu'a été créé notre centre de formation en 2003.

DÉCEMBRE.

Emmanuelle Wargon installe l'Observatoire des impayés, auquel participe l'Unafo.

RÉSEAU UNAFO EN 2020



141 ADHÉRENTS, QUI :

- > gèrent près de 1600 résidences de logements accompagnés,
- > logent plus de 145 000 personnes,
- > sont présents dans 87 départements (métropole et outremer).

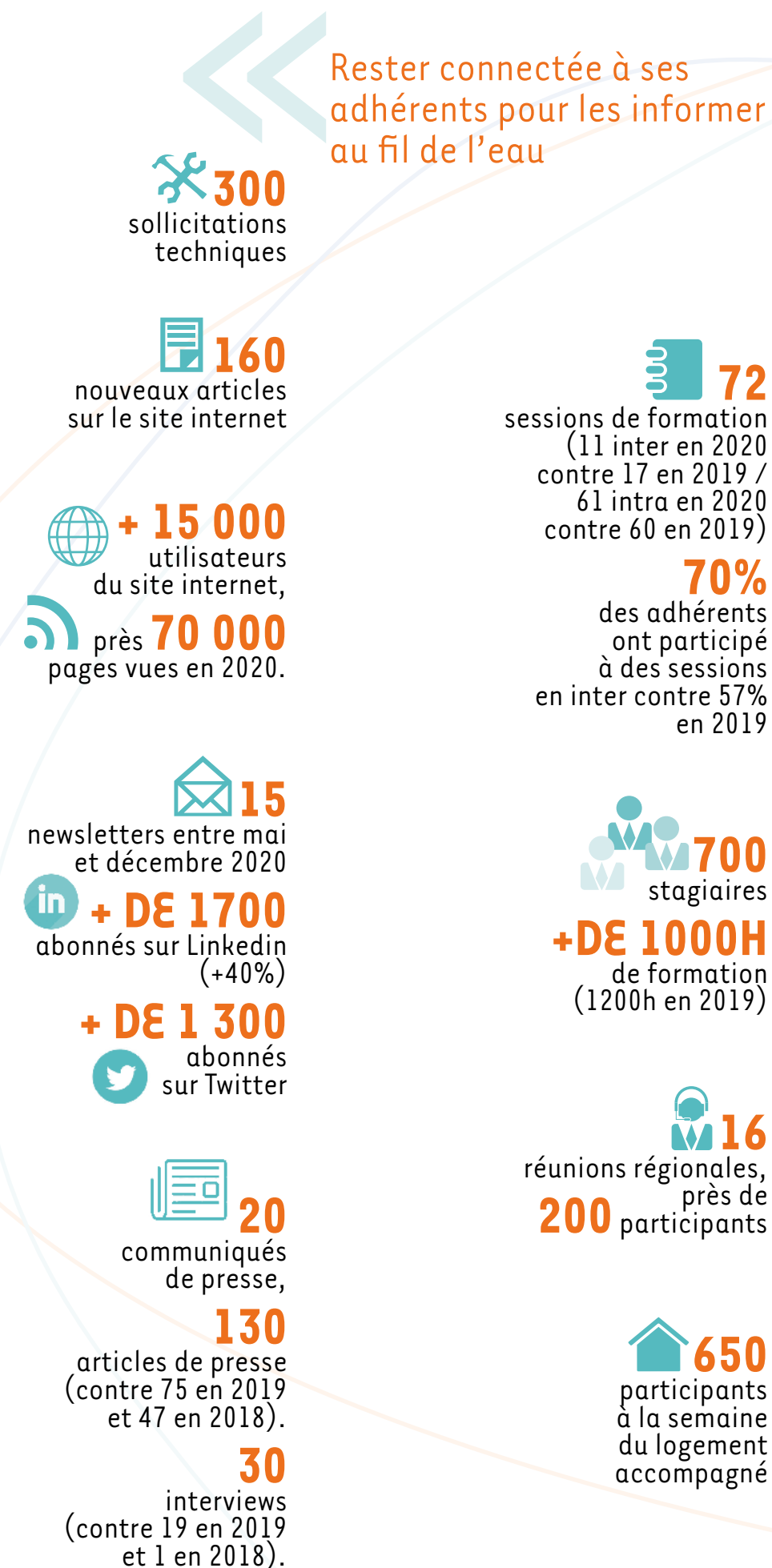
8 NOUVEAUX ADHÉRENTS :

AAJT (pension de famille et FJT), AAPISE (pension de famille/résidence accueil), GCSMS Nova Charonne (pension de famille), Le Relais Accueil du Vallona (FJT), Société des Jeunes Ouvriers (FJT), UDAF 49 (résidences accueil), UDAF 57 (pension de famille) et Urbanalis (FJT).

LES ADHÉRENTS DE L'UNAFO GÈRENT :

- > 75% de la capacité nationale de tous types de résidence sociale confondus,
- > la quasi-totalité de l'offre des FTM,
- > 90% de celle des résidences sociales (hors pensions de familles),
- > 40% de celle des pensions de famille et résidences accueil,
- > 22% de celles des FJT,

L'ANNÉE 2020 EN CHIFFRES



LA CRISE SANITAIRE A RENFORCÉ L'UTILITÉ SOCIALE DU LOGEMENT ACCOMPAGNÉ

La crise sanitaire a touché brutalement tous les pans du logement accompagné. Les gestionnaires ont dû rapidement faire face à la situation, y compris pendant de longues semaines sans matériels de protection, puis apprendre à s'organiser avec la persistance du virus. Souvent isolées, les personnes logées ont été confrontées à la crise sanitaire, puis pour beaucoup d'entre elles à la crise sociale. Le logement accompagné a montré la pertinence du lien et toute son utilité sociale. L'Unafo salue la réactivité de ses adhérents et de leurs salariés et pointe les conséquences immédiates et dans la durée pour les personnes logées.

UN IMPACT IMMÉDIAT ET DANS LA DURÉE DE LA CRISE POUR LES PERSONNES LOGÉES

De manière générale, les personnes logées ont été confrontées, outre à la crainte du virus, à de fortes incertitudes financières, notamment en raison de l'activité partielle voire de l'arrêt total d'activité, par exemple pour les jeunes travailleurs, les travailleurs précaires et les intérimaires. Au début de la crise, certaines administrations (Missions Locales, Pôle Emploi, CCAS ...) ou structures d'aides d'urgence (aide alimentaire, fonds d'aide aux jeunes) ont été dans l'incapacité de les accompagner.

La compréhension des règles applicables, souvent fluctuantes au gré de l'évolution de la situation, n'était pas non plus évidente pour des personnes ne maîtrisant pas toujours le français.

La crise a également mis en avant des difficultés et des obstacles qui préexistaient, tels que les limites de l'accompagnement des personnes ayant des troubles en santé mentale ou encore l'impact de la dématérialisation des démarches, par exemple pour télécharger les modèles d'attestations.

Alors que le logement accompagné repose sur des actions collectives, particulièrement dans les pensions de famille, leur arrêt a été mal compris et mal vécu, renforçant les souffrances psychiques mais aussi les conduites addictives.

Le confinement a également conduit à un isolement renforcé et à des risques de dégradation de la santé mentale, avec parfois des tensions renforcées entre résidents. Les personnes qui avaient besoin d'un accompagnement se sont retrouvées en difficulté.



LES FOYERS DE TRAVAILLEURS MIGRANTS

Les personnes âgées immigrés en foyers de travailleurs migrants ont été identifiées très rapidement comme une population à risque pendant la crise sanitaire. Dès le début, l'Unafo a alerté les pouvoirs publics en insistant sur la nécessité de les prendre particulièrement en compte pour éviter une aggravation de la situation et les intégrer dans les mesures prises (tickets services, accès aux centres d'hébergement spécialisés...). Plusieurs réunions ont été organisées avec le cabinet du Ministre et un suivi hebdomadaire réalisé en lien avec la Commission interministérielle pour le logement des populations immigrées (CILPI). Dès le mois de mai, l'Unafo a proposé au gouvernement des mesures pour accélérer la mise en œuvre du plan de transformation des FTM.



AU SERVICE DES PERSONNES, UNE FORTE RÉACTIVITÉ ET INVENTIVITÉ DES ACTEURS

Le logement accompagné :

> **a pleinement montré son utilité sociale**, en permettant à des personnes particulièrement frappées par la crise d'être logées et de ne pas être isolées, tout en maintenant un accompagnement de proximité sur le terrain.

> **a témoigné de ses capacités d'adaptation**, alors même que la mobilisation des partenaires pouvait être défaillante, notamment dans le suivi des personnes en souffrance psychique.

> **a montré sa réactivité**. Nos adhérents ont adapté leurs organisations avec rapidité et agilité pour continuer à assurer leurs missions. Ils ont dû faire face collectivement à des situations très compliquées pour assurer cette continuité, tout en veillant à la santé et la sécurité sanitaire des salariés. La pénurie des masques a duré de longues semaines.



MAINTENIR LE LIEN ET L'ACCOMPAGNEMENT

Cette crise a également montré, s'il en était besoin, toute l'importance du lien, de la relation de proximité dans le logement accompagné. Le maintien de ce lien a été une priorité pour nos adhérents qui l'ont organisé, sous des modalités différentes, avec une présence physique souvent complétée par des appels téléphoniques. Dans toutes les résidences l'accompagnement a été maintenu et souvent renforcé. Le premier confinement a permis aussi de tirer des enseignements pour renforcer cet accompagnement lors du deuxième confinement.

ADAPTATION ET INNOVATION DES ACTEURS, MISE EN LUMIÈRE DE QUELQUES ACTIONS :

Livraison de **colis alimentaires** aux personnes logées. **Traduction en plusieurs langues** des outils de communication. Mise en place de **temps d'échanges** par visio avec les personnes logées et entre les personnes logées pour rompre l'isolement : cafés d'échanges, pratiques sportives, partage de vidéos... Installation d'une hotline, d'une **cellule de veille** et d'accompagnement ou d'une cellule d'urgence médico-psychologique pour les jeunes. Mise en place d'un dispositif gratuit d'écoute et de soutien psychologique pour répondre à la demande des personnes en souffrance psychique. **Mise à disposition de logements** au sein des résidences sociales pour le personnel soignant, dont le domicile était éloigné du lieu de travail. Ouverture de résidences destinées aux étudiants et jeunes actifs aux salariés en difficultés pour se loger au sein de logements vacants. **Ouverture de centres d'hébergement spécialisés**. Création d'une **épicerie éphémère** et d'un espace de coworking pour l'aide aux devoirs. **Diffusion d'un livret d'activités** à destination des résidents avec un programme d'activités sportives, culinaires, artistiques pour "s'en sortir sans sortir". **Signature**

de partenariats, tel que Bouygues Télécom qui a fait don de 70 téléphones portables pour les résidents isolés et fragiles n'ayant pas de moyens de communication.

L'UNAFO, UNE TÊTE DE RÉSEAU CONNECTÉE ET CRÉATRICE DE LIENS

Tout au long de l'année 2020 et dès le début de la crise sanitaire, l'Unafo a naturellement adapté ses activités pour accompagner au mieux ses adhérents. Les objectifs des actions mises en place étaient claires : informer nos adhérents, faciliter les échanges, alerter les pouvoirs publics et interpeller les médias.

INFORMER

Rester connectée à ses adhérents pour les informer au fil de l'eau, tel a été l'objectif principal de l'Unafo tout au long de la crise sanitaire, et plus généralement de l'année 2020. L'Unafo a ainsi relayé l'ensemble des informations, protocoles et outils de communication du gouvernement, mais aussi de santé publique France ou d'autres acteurs. L'Unafo a également mis en ligne une foire aux questions, particulièrement consultée et actualisée y compris plusieurs fois par jour.

Pour éviter les ruptures de droit, l'Unafo a informé ses adhérents en organisant deux journées d'accès aux droits (les 5 mai et 27 novembre). La forme dématérialisée a permis de réunir au total plus d'une centaine de personnes. Ces journées ont pris la forme de questions-réponses sur des questions juridiques précises d'accès aux droits dans le contexte de crise sanitaire : effets de la prolongation de l'état d'urgence sanitaire, les aides d'urgence mises en place notamment par la CAF, la trêve hivernale, les demandes de FSL....

Pour informer les personnes logées de l'évolution des règles applicables, l'Unafo a mis à la disposition de ses adhérents des outils de communication (affiche et vidéo), qu'elle a régulièrement mis à jour au fur et à mesure de l'évolution du contexte.

INTERPELLER LES MÉDIAS

Pendant la crise, l'Unafo a également souhaité donner de la visibilité au rôle du logement accompagné pendant la crise sanitaire : de nombreux contacts avec des journalistes ont été entretenus pour relayer les difficultés rencontrées, mais aussi mettre en avant les innovations de nos adhérents, leur capacité d'adaptation et, finalement, toute l'utilité sociale de notre secteur.

FACILITER LES ÉCHANGES

Créer du lien et donner du sens au réseau que constitue l'Unafo ont été également au cœur de nos préoccupations. Nos adhérents ont participé nombreux aux réunions thématiques (pensions de familles, logements jeunes, gestion des ressources humaines, communication de crise, accès aux droits, RGPD) ou régionales que nous avons à plusieurs reprises organisées. Parce que la situation l'exigeait, l'Unafo a su également faciliter les échanges sur des sujets sur lesquels elle n'avait pas l'habitude d'intervenir, telle que la gestion des ressources humaines en temps de crise. Au-delà des réunions thématiques, qui ont permis de faciliter le partage d'expériences mais aussi de mutualiser et sécuriser les pratiques (déploiement du télétravail, mobilisation du chômage partiel, mise à jour du Document unique d'évaluation des risques professionnels...), une veille dédiée a été mise en place. L'Unafo s'est appuyée sur les services de Héxopée (ex-CNEA) qui a su proposer une information claire et ciblée en lien avec les évolutions réglementaires particulièrement denses durant la pandémie.

ALERTER LES POUVOIRS PUBLICS

En tant que tête de réseau, l'Unafo a permis de faire entendre la voix de ses adhérents et du secteur du logement accompagné auprès des pouvoirs publics. Une mission qu'elle a rempli également avec d'autres têtes de réseau.

Conviée à des réunions régulières avec les administrations ou les ministères, l'Unafo a pu faire remonter les inquiétudes ou difficultés rencontrées par ses adhérents, dont elle avait connaissance grâce notamment à des contacts téléphoniques réguliers mobilisant

Consolider le réseau autour de valeurs qui nous rassemblent



UNE UNION AGILE

LA CRÉATIVITÉ DE NOTRE ORGANISME DE FORMATION

La crise sanitaire a impacté l'activité de l'organisme de formation, qui a su adapter sa stratégie et faire preuve de créativité. Ainsi, pour compléter l'offre de formation initiale, l'Unafo a développé des modules de formation en présentiel, en distanciel et en blended-learning (présentiel+distanciel), dans l'optique de faciliter l'accès au développement des compétences des acteurs du Logement Accompagné. Cela représente près de 50% des formations réalisées en 2020. Ces nouveaux modules ont également induit un travail d'accompagnement des formateurs afin qu'ils puissent construire ces nouveaux contenus, s'approprier des méthodes d'animation en distanciel et garantir la qualité des prestations des formations.

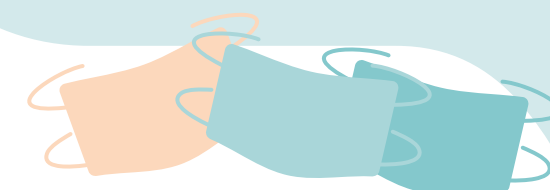
L'ensemble de l'équipe mais aussi l'envoi de questionnaires : un questionnaire hebdomadaire au printemps, en lien avec la DIHAL et la CILPI, mais aussi, à l'automne, deux enquêtes sur les conséquences économiques de la crise sanitaire sur les gestionnaires (évolution de la vacance et du risque d'impayés, impacts des coûts supplémentaires).

L'Unafo était également en lien régulier avec la Direction générale de la cohésion sociale mais aussi avec, par exemple la CNAF, qu'elle a pu alerter sur les possibles difficultés pour les FJT de respecter les critères de la prestation socio-éducative dans le contexte de la crise sanitaire.



UNE COMMANDE DE MASQUE VIA LA CLÉ SOLIDAIRE

Au total, ce sont près de **7 millions de masques** qui ont été commandés et distribués aux associations du secteur de l'hébergement et du logement accompagné grâce à **la Clé Solidaire, dont l'Unafo est membre fondateur**, et au ministère du logement et en partenariat notamment avec la Fédération des acteurs de la solidarité dans les territoires. Cette commande était très attendue par nos adhérents : en avril, seulement 40% d'entre eux avaient pu équiper leurs salariés de masques.



UNE SOLIDARITÉ PLUS FORTE, DES ACTIONS PARTENARIALES RENFORCÉES

Pendant la crise sanitaire, l'Unafo s'est mobilisée pour accompagner ses adhérents et interpellier le gouvernement. A de nombreuses reprises, elle l'a fait en lien avec des collectifs, dont elle est membre, et d'autres têtes de réseau, tant sur le plan national que dans les régions.

UNE FORTE IMPLICATION DU COLLECTIF DES ASSOCIATIONS UNIES ET DU COLLECTIF ALERTE

L'Unafo a participé activement aux réflexions et actions menées par le collectif des associations unies pour une nouvelle politique publique du logement des personnes sans abri et mal logées, qui regroupe 36 associations. Le CAU, tout comme le collectif Alerte, se sont particulièrement mobilisés tout au long de la crise : pendant le confinement pour faire remonter les préoccupations du terrain, puis pour préparer la sortie progressive du confinement et alerter sur les difficultés, et tout au long de l'automne pour proposer des solutions à la crise sociale.

UNE MOBILISATION ACTIVE DE L'UNIOPS

L'Unafo est restée en contact permanent avec l'Uniopss, qui, à travers sa participation aux réunions bi-hebdomadaires organisées par le Ministre du logement entre le 16 mars et la mi-juillet, a pu faire remonter les inquiétudes des adhérents nationaux, dont l'Unafo.

DES PARTENARIATS LOCAUX RENFORCÉS

Si l'accord avec la Clé Solidaire pour la distribution de masques était national (voir page 11), la coordination a été effectuée à une échelle locale entre l'Unafo, les unions régionales de la Fédération des acteurs de la solidarité, les autres têtes de réseau et les services déconcentrés de l'Etat. Le lien établi s'est prolongé sur des actions spécifiques.

Localement, l'Etat s'est aussi emparé de la crise sanitaire pour intensifier le dialogue avec des têtes de réseau dont l'Unafo sur des sujets divers (la situation épidémique, la mise en place des centres d'hébergement spécialisés, la distribution des masques ou des tickets services...). A l'automne, c'est le Plan de relance qui a fait l'objet de concertations dans plusieurs régions.

En Ile-de-France, par exemple, l'Unafo et plusieurs têtes de réseau régionales (AFFIL, FAS IDF, FAPIL, SOLIHA, URHAJ IDF) ont souhaité interpellier les Conseils départementaux sur les risques d'augmentation des impayés et sur le soutien nécessaire des FSL indépendamment des statuts d'occupation (locataire, sous-locataire, résident...). La plupart des Conseils départementaux franciliens ont réagi positivement.

MARS. Le collectif Alerte dénonce la crise sociale derrière la crise sanitaire.

AVRIL. Le CAU attire l'attention sur les « oubliés du confinement ». Lettre ouverte du collectif Alerte au Premier ministre. **MAI.** Les Ali réclament un engagement fort de l'Etat. Le CAU propose 15 mesures à adopter d'urgence pour les personnes sans-abri et mal-logées.

JUIN. Emmaüs Solidarité, la FAP, la FAPIL, la FAS, Soliha, l'Unafo et l'Unhaj demandent l'intégration dans la prime exceptionnelle de l'ensemble des professionnels de la veille sociale et du logement accompagné. **JUILLET.** Le CAU organise une conférence de presse pour alerter sur la fin de l'état d'urgence sanitaire. Les Ali demandent une accélération de la politique du Logement d'Abord. **NOVEMBRE.** Loi de finances : les Ali transmettent leurs propositions. Le CAU organise une conférence de presse et propose 16 mesures : « Face à la dureté de la crise, il faut des réponses ambitieuses et durables pour les personnes à la rue et mal-logées ».

LES ACTEURS DU LOGEMENT D'INSERTION (ALI)

Les Ali ont alerté le gouvernement à plusieurs reprises pour rappeler que, alors que la crise sanitaire est devenue une crise sociale et économique, la mission des acteurs du logement d'insertion est précieuse : le logement est un droit, il est protecteur, il est l'élément indispensable à l'insertion. Face à ces constats, les Ali ont demandé la mise en place d'un soutien spécifique pour permettre aux personnes de se maintenir dans leur logement et aux associations de poursuivre leur mission.

UNE FEUILLE DE ROUTE DÉPARTEMENTALE SUR LES SOUFFRANCES PSYCHIQUES

Depuis mai 2016, les Acteurs du logement d'insertion ont initié une réflexion sur l'accompagnement des personnes en souffrance psychique dans le Val de Marne. Après avoir collectivement produit un diagnostic, des pistes opérationnelles ont été choisies, parmi lesquelles la nécessité de travailler de manière partenariale avec les acteurs de la psychiatrie. Une journée a été organisée le 23 janvier 2020 entre nos adhérents et les équipes mobiles psychiatrie précarité, les permanences d'accès aux soins de santé et les conseils locaux de santé mentale du Val de Marne, afin de mieux articuler nos interventions respectives. À la suite de cette journée, qui a permis la rencontre d'environ 80 personnes, une feuille de route opérationnelle a été déterminée.

UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE

Après l'organisation de plusieurs groupes de travail et le lancement de la plateforme numérique collaborative fin 2019 autour des mutations de parcours dans le parc des Acteurs du logement d'insertion dans les Yvelines, la démarche a été ralentie par la crise sanitaire. Mais le travail sera relancé en 2021.



UNE RECHERCHE-ACTION SUR LES LIENS ENTRE LES SIAO ET LE LOGEMENT D'INSERTION

Les Ali avaient lancé, en 2019, une recherche action sur les relations entre SIAO et logements d'insertion sur trois territoires : Alpes-Maritimes, Haute Savoie et Métropole Européenne de Lille. Fin 2019, les diagnostics des trois territoires avaient été établis et les pistes d'amélioration à explorer avaient été décidées. L'année 2020 a permis de conforter les dynamiques et de passer à une phase opérationnelle, bien que certaines actions aient été ralenties en raison de la crise sanitaire. Après l'incertitude des premières semaines de confinement, les échanges ont repris : ce sont 4 réunions sur chaque territoire et autant de comités de pilotages qui se sont tenus, avec un engagement important de nombreux adhérents de l'Unafo et des SIAO. L'action, achevée au printemps 2021, a déjà contribué à renforcer les liens entre les SIAO et les opérateurs de logements d'insertion.



L'UNAFO, UNE UNION MOBILISÉE AU-DELÀ DE LA CRISE SANITAIRE

Si l'activité de l'Unafo a été particulièrement marquée en 2020 par la crise sanitaire, dans l'objectif de rester connectée avec ses adhérents et de les accompagner dans cette épreuve inédite, l'équipe de l'Unafo a poursuivi ses missions d'accompagnement des adhérents, de représentation auprès des pouvoirs publics ou d'élaboration de plaidoyers communs.



CONSTRUIRE DES PLAIDOYERS

En tant qu'union professionnelle, l'Unafo a construit, en lien avec ses adhérents différents plaidoyers (outre ceux établis spécifiquement dans le cadre de la crise sanitaire) :

> Développer la production des

résidences sociales : alors que le bilan 2019 des logements aidés publié par la DHUP montre que la production de résidences sociales recule de 4.1%, l'Unafo a alerté les pouvoirs publics afin de demander d'accélérer le plan de traitement des foyers de travailleurs migrants en dégagant les moyens financiers nécessaires et de définir une véritable stratégie de développement des résidences sociales.

> **Faire évoluer la convention APL** : un groupe de travail s'est réuni pour formuler des propositions de modifications de la convention APL.

> Faire entendre la voix du logement

accompagné pour développer l'habitat inclusif. Les travaux engagés en 2019 sur l'habitat inclusif se sont poursuivis principalement autour du rapport Piveteau Wolfrom « Demain, je pourrai choisir d'habiter avec vous ! », pour lequel l'Unafo a été auditionnée en début d'année. L'Unafo est membre de l'Observatoire national de l'Habitat Inclusif et a participé à quelques réunions du Collectif Habiter Autrement.

> **Refondre la circulaire sur la Prestation Socio-Educative des FJT** : les concertations se sont achevées début 2020, notamment par une série de réunions de la CNAF visant à l'élaboration des annexes à la circulaire, qui ont été publiées en octobre.

« Elaborer des plaidoyers
et accompagner
ses adhérents »



> Lever les points de blocage du PLAI

adapté. L'Unafo a participé à 3 réunions sur le sujet dans le cadre du FNAP. Ce chantier, co-porté au niveau des ALI, avait pour objet de faire remonter les points de blocage qui empêchent une meilleure diffusion du produit et de proposer des solutions. Ce travail a abouti à la modification document cadre du programme, entériné par le CA du FNAP début juillet.



LE LOGEMENT JEUNES

En 2020, l'Unafo a accueilli de nouveaux adhérents gestionnaires de FJT et résidences sociales jeunes, confirmant ainsi sa forte implication sur le sujet et sa représentativité croissante. Elle a par ailleurs signé une convention avec la CNAF. Avec les financements accordés, l'Unafo a décidé de créer un poste de chargé de mission dédié aux questions liées au logement des jeunes. Par ailleurs, l'Unafo est membre du comité de pilotage national du Plan 60 000 logements étudiants + 20 000 logements actifs piloté par la DHUP.

TOUR D'HORIZON À 360° DES ACTIONS MENÉES

PROMOTION DES PENSIONS DE FAMILLE. En lien avec la DHUP et la DGCS, l'Unafo a produit des outils de communication (affiches, dépliants, site internet, vidéos) pour la semaine nationale des pensions de famille, qui devait avoir lieu en mai 2020. Les vidéos créées à cette occasion ont finalement été diffusées, en octobre, lors d'une campagne sur les réseaux sociaux.

FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES CONJUGALES.

L'Unafo a mené une enquête auprès de ses adhérents pour connaître leur implication pour loger des femmes victimes de violences conjugales et les adaptations que cela nécessite.

CHÈQUE ÉNERGIE. L'Unafo a continué à participer à la mise en œuvre effective du dispositif auprès de ses adhérents en échangeant régulièrement avec la Direction générale de l'énergie et du climat (DGECC).

ENQUÊTE DREES. L'Unafo, qui a participé aux réunions préparatoires de lancement de l'enquête quadriennale de la DREES qui sera lancée en 2021, a pu interpellé sur les enjeux, les objectifs et les résultats attendus de l'enquête afin de favoriser son appropriation par nos adhérents.

PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LES PUNAISES

DE LIT. L'Unafo a été auditionnée par la députée Cathy Racon-Bouzon, en charge de la rédaction d'un rapport sur la lutte contre les punaises de lit à la ministre déléguée au logement, qui a été remis en octobre. Ce fut l'occasion de présenter les enjeux et les problématiques spécifiques de ce fléau dans le logement accompagné.

AUTO-CONTRÔLE. La campagne de collecte de données dans le cadre de l'auto-contrôle a été lancée comme chaque année en juillet. Par ailleurs, l'Unafo a accompagné deux adhérents pour le montage de leur dossier devant le fonds social à l'innovation. Enfin, l'Unafo, en lien avec la Fapil, Soliha et l'Unhaj, a participé activement aux chantiers de réforme des procédures lancés par la CGLLS.



« Agir sur tous les fronts »

ANALYSE JURIDIQUE SUR LA MAÎTRISE D'OUVRAGE

D'INSERTION. En prenant appui sur les sujets remontés par les adhérents eux-mêmes, l'Unafo a confié une mission d'analyse à un conseil juridique, dont les résultats seront présentés en 2021.

FORMATION PROFESSIONNELLE. L'Unafo siège, une fois par mois, à la Commission Paritaire Nationale Emploi et Formation (CPNEF) de la branche professionnelle des FSJT, qui est chargée de définir la politique de branche en matière de formation professionnelle et d'emploi.

CONVENTION COLLECTIVE. En 2020, les partenaires sociaux ont décidé d'intituler la convention collective nationale des organismes gestionnaires de FSJT « habitat et logement accompagné ». L'Unafo poursuit la mise en œuvre de son partenariat avec Hélixopée (ex-CNEA) pour informer les adhérents sur cette nouvelle convention et pour les accompagner dans leurs démarches de changement de branche professionnelle.

L'ACCÈS À LA CULTURE DES PERSONNES LOGÉES.

En 2020, l'Unafo a initié une démarche de capitalisation des actions menées dans le domaine par nos adhérents. Retardée par la crise sanitaire, elle s'achèvera en 2021. Par ailleurs, l'Unafo a participé au comité d'organisation du festival « C'est pas du luxe », qui a finalement été reporté.

UTILITÉ SOCIALE. Dans le prolongement du travail initié en 2019, l'Unafo a organisé un webinar sur le sujet et mené des actions de diffusion auprès des salariés de nos adhérents (notamment auprès d'une cinquantaine de salariés de l'association de Gestion de Logements Accompagnés Nelson Mandela).

GUIDE SUR L'ACCÈS AUX DROITS SOCIAUX. Préparé en 2020, ce guide, qui sera finalement publié en 2021, aborde différentes thématiques : les prestations liées à la santé, les prestations familiales, les droits et aides au logement, les prestations liées à l'emploi, les dispositifs de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale...



UNE NOUVELLE ÉTAPE POUR L'ANIMATION DU RÉSEAU

L'action au cœur des territoires est un des trois axes du Plan stratégique de l'Unafo 2018 - 2022. Avec l'arrivée d'une deuxième chargée de mission animation du territoire fin 2019, l'année 2020 devait marquer l'extension du déploiement d'une dynamique d'animation territoriale, avec notamment la mise en œuvre de feuilles de route régionales. C'était évidemment sans compter sur la crise sanitaire qui a bouleversé les projets envisagés ou en cours.

Pour autant, le bilan de l'animation territoriale est assez dense. Des temps d'échanges en visio-conférence dans chacune des régions ont été proposés, avec une participation souvent importante, montrant le fort besoin d'échanges. Par ailleurs, de nouveaux outils d'information ont été mis en place, l'accompagnement des représentants de l'Unafo au sein des différentes instances régionales et locales a été renforcé, ainsi que la coordination des sept référents régionaux. Les contacts sur le terrain avec les pouvoirs publics ou d'autres têtes de réseau ont été renforcés.



2020, UN 2^E AMI POUR LE LOGEMENT D'ABORD

Fin septembre, le gouvernement a lancé, en partenariat avec différentes têtes de réseau, dont les Acteurs du logement d'insertion, le 2^e appel à manifestation d'intérêt pour désigner de nouveaux territoires de mise en œuvre accélérée de la politique du logement d'abord. Si l'Unafo a participé au comité nationale de sélection, elle a aussi participé dans certains territoires, en lien souvent avec d'autres têtes de réseau, à la réalisation de leur dossier de candidature. Elle a aussi soutenu les candidatures d'autres territoires. C'est le cas notamment pour le Grand Chambéry, la Ville de Paris, la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise ou la métropole d'Aix Marseille.

EN BREF, DANS LES RÉGIONS

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES :

L'Unafo participe au comité plénier des pensions de famille, ainsi qu'aux réunions bimensuelles organisées par la **DRJSCS** avec les têtes de réseau sur la crise sanitaire et ses conséquences. En **BRETAGNE, BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ, CENTRE-VAL-DE-LOIRE ET OCCITANIE**, des réunions ont eu lieu pour permettre aux adhérents de mieux se connaître et définir des actions communes. **GRAND EST, HAUTS DE FRANCE, NORMANDIE** : la crise sanitaire a été vecteur de prises de contacts et d'échanges entre adhérents, mais aussi entre l'Unafo et d'autres acteurs locaux. Plusieurs rencontres bilatérales ont pu avoir lieu entre des adhérents et les chargés de mission de l'Unafo. **DOM** : en Outre-Mer, l'absence d'APL entraîne des conséquences structurelles sur les opérations et leur équilibre économique, insuffisamment compensé par le versement d'aides à la pierre. L'Unafo et ses adhérents ont contribué à une mission du CGEDD sur les aides au logement dans les DOM. L'Unafo a participé aux réunions organisées par la Dihal sur les conséquences propres aux DOM de la crise sanitaire.

FOCUS SUR 3 RÉGIONS

● ILE-DE-FRANCE : UNE ACTIVITÉ SOUTENUE

La Drihl a lancé une vaste concertation avec l'ensemble des acteurs concernés pour décliner régionalement le plan national de création de 60 000 logements étudiants et 20 000 jeunes actifs. Ces travaux ont abouti à la production d'un plan d'actions à la fin 2020. L'Unafo et l'Urhaj ont adressé à la Drihl une contribution commune sur ce plan et notamment ont réagi positivement à la décision de l'État de revenir sur son refus de produire des résidences sociales pour les jeunes actifs ; nos deux unions s'accordant sur la nécessité de favoriser leur production en complémentarité des FJT. Par ailleurs, l'Unafo a adressé plusieurs notes pour relancer le groupe de travail sur les résidences sociales inscrit dans l'Observatoire Régional de l'Habitat et de l'Hébergement, copiloté par la Drihl, l'Aorif et l'Unafo.

Enfin, l'Unafo participe activement aux travaux de l'AFFIL, notamment au groupe de travail « Outillage des collectivités », axé sur la communication et la sensibilisation des élus.

● PACA, UNE FORTE INTERACTION ENTRE LES ADHÉRENTS

Le report lié à la crise sanitaire de certaines actions (organisation des rencontres nationales et d'actions de sensibilisation des élus) n'a pas empêché le lancement d'une véritable dynamique dans la région. Une rencontre a été organisée mi 2020 avec la DREAL, afin de tisser des liens. De nombreux travaux ont été menés au sein de la Mission Ouvrir la Ville, notamment la création d'un « Guide sur le financement en PLAI-Adapté ». Les adhérents se sont réunis à de multiples reprises, facilitant ainsi la circulation de l'information et la prévision de nouvelles actions pour faire mieux connaître le logement accompagné auprès des interlocuteurs.

● PAYS DE LA LOIRE, UNE DYNAMIQUE EN ROUTE

En 2020, différents temps d'échange ont permis de structurer le réseau régional d'adhérents. Deux réunions régionales, organisées en visio, et une rencontre entre les adhérents de la métropole nantaise ont permis d'échanger sur les enjeux, les thématiques et les pistes de travail sur lesquelles travailler collectivement.

Une réunion avec la DREAL et la DRJSCS en début d'année a contribué à une meilleure identification de la représentation régionale de l'Unafo, qui a d'ailleurs intégré le CRHH.

Par ailleurs, à Nantes Métropole, territoire expérimental retenu dans le cadre de l'AMI 1 Logement d'abord, deux réunions ont été organisées avec Sylvie Bosque, coordinatrice du Logement d'abord à Nantes Métropole.

L'Unafo a également organisé, à Angers en septembre, une journée professionnelle intitulée « L'accompagnement social à l'aune du Logement d'abord », à destination des responsables de résidences sociales et intervenants sociaux.

ACCOMPAGNER AU QUOTIDIEN LES ADHÉRENTS

RÉPONDRE

Apporter des réponses aux adhérents le plus rapidement et précisément possible constitue « l’ADN » de l’Unafo
300 sollicitations techniques. En 2020, plus de 300 questions techniques, nous ont été posées.

Les thématiques abordées ont été, cette année, plus nombreuses et plus variées. Elles n’ont pas concerné uniquement la gestion de la crise sanitaire et le plan de relance, mais :
l’accès aux droits ou les ruptures de droits des personnes logées, l’accompagnement des personnes en souffrances psychiques, la gestion des ressources humaines.

Plus majoritairement les questions ont porté sur d’autres thématiques plus globalement, des questions juridiques liées à la gestion locative et immobilière – assurances, punaises de lit, gestion des fluides, ERP, indexation, hébergement de tiers, prestations annexes, taxe d’habitation, l’analyse des contrats d’occupation et règlements intérieurs, les procédures d’impayés et d’expulsion.

L’expertise de l’Unafo existe également sur les questions portant sur les obligations en tant qu’organismes agréés MOI ainsi que sur les thématiques associées à l’investissement immobilier. En tout, plus de 50 sollicitations sur l’année ont principalement porté sur les obligations relatives aux agréments, aux cotisations CGLLS et au FSI, aux équilibres économiques des opérations, au PLAI Adapté, au montage spécifique des opérations de pensions de famille ou de calculs des redevances.

INFORMER

Au total près de **90 mails d’information** ont été envoyés aux adhérents afin de transmettre des informations en lien avec l’actualité, notamment juridique, parmi lesquelles : réforme de l’APL / indexation des redevances / indice composite /RPLS-SELFY / habitat inclusif / chèque énergie...

RENSEIGNER

Le centre de ressources de l’Unafo s’est enrichi de 53 fiches de gestion locative et questions-réponses spécifiques (parkings, TVA, diagnostic amiante, avis d’échéance, abandon de domicile, incarcération du résident, décès du résident, foyer-soleil, caractéristiques techniques des bâtiments, compteurs individuels, réduction de loyer de solidarité, interdiction des animaux en résidence sociale...).

LISTE DES ADHÉRENTS

- > Nouveaux adhérents
- > Regroupement

ATE absorbée par API Provence
ODIAS absorbée par LADAPT
BLJ sous administration provisoire d’AMLI

AAJT	ALLIANCES GENERATIONNELLES	ETAP’HABITAT	MONTJOIE
AAPISE	ALLO HEBERGE-MOI	FEDERATION HABITAT &	MUTUALITE FRANCAISE CENTRE
AATES	ALOTRA	HUMANISME	VAL DE LOIRE
ACAHJ	ALPA	FEDERATION MEDICO-SOCIALE	ODTI
ACAP	ALSA	DES VOSGES	ŒUVRE NOTRE DAME
ACAP	ALVE	FJO	OPHIS
ACCORS	AMICALE DU NID	FONDATION ARMEE DU SALUT	ORLOGES
ACCUEIL & PROMOTION	AMITEL	FONDATION EDITH SELTZER	PARME
ACPM	AMLI	FONDATION GEORGES BOISSEL	PASSERELLE 45
CITES CARITAS	ANEF Vallée du Rhône	FONDATION L’ELAN RETROUVE	PRIMTOIT
ADEF	ANRS	FONDATION LES AMIS DE	RELAIS
ADELIS	APAT	L’ATELIER	RELAIS ACCUEIL DU VALLONA
ADOMA	APATPH	FONDATION NORMANDIE	RESIDENCE POUR TOUS
ADRIAM	API Provence	GENERATION	RESIDETAPE
ADSSUK	AQUITANIS	FONDATION VINCENT DE PAUL	RHESO
AFASEC	ARALIS	FOYER LES REMPARTS	SAINT BENOIT LABRE
AGAFAB	ARELI	FRAVEILLANCE	SAINT FRANCOIS
AGARSP	ARIAL	GAÏA 74	SDAT
AGAT	ARPEJ	GCSMS La CANOPEE	SOCIETE PHILANTHROPIQUE
AGEFO	ASFAD	GCSMS NOVA CHARONNE	SOLIDARITE ACCUEIL
AGELOH	ASSAGE	HANDI VAL DE SEINE	SOLIHA AIS BORDEAUX
AGFA	ATG	HENEO	SOLIHA ALPES SUD
AGLA N. Mandela	CARITAS HABITAT	ISATIS	SOLIHA DROME
AHB (Asso Hospitalière de Bretagne)	CASP	ISSUE/GAMMES	SOLIHA EST PARISIEN
AHMI	CCAF	KARIBU	TRACES DE PAS
AHSHPC	CCAS Châteauroux	L’ACCUEIL	TRAVERSES
AIDAPHI	CCAS Lisieux	L’OASIS	UDAF39
AIEM	CCAS Nice	LA CITE	UDAF49
AIS 35	CCAS St Lo	LA MIE DE PAIN	UDAF57
AISH	CERISE	LA SAUVEGARDE DU NORD	UDAF82
AJIR	CLUB PREVENTION EPERNAY	LADAPT (ancien ODIAS)	UDSM
ALEFPA	COALLIA	LE COIN FAMILIAL	URBANALIS
ALEOS	COATEL	LE PELICAN	VISA
ALFA3A	COOP’AGIR	LES 2 RIVES	VIVRE
ALFI	EMERGENCE(S)	LES PETITS FRERES DES	
ALIF	EOLE	PAUVRES – AGE	
ALJT	ESPERANCE Hauts de Seine	MACEP – Hôtel Social	
	ESPEREM	MAISON DES THERMOPYLES	

LES PERSONNES LOGÉES DANS LE LOGEMENT ACCOMPAGNÉ

(enquête nationale 2020, portant sur les personnes entrées et sorties en 2019)

36000 entrants en 2019 dans les **15000** logements
du parc des adhérents de l'Unafo

UNE RÉPONSE À DES BESOINS VARIÉS

Être mobile
professionnellement

25% des personnes
citent la mobilité
professionnelle ou les
études comme motif
de la demande et 52 %
des entrants disposent de
revenus d'activité.



Contribuer à lutter
contre le mal logement

36% des enfants
en résidences sociales
proviennent de la rue ou
d'un centre d'hébergement
(10 000 personnes par an).

Accéder
à l'autonomie

48% des entrants
sont des jeunes de moins
de 30 ans.

Loger des
personnes isolées

92% des entrants
sont des personnes seules
et **4%** des familles
monoparentales

UNE MISSION D'INSERTION POUR STABILISER LES SITUATIONS

Un effet
sur les parcours
résidentiels

60% des personnes
quittent leur logement
accompagné pour une
solution de logement
pérenne, social ou privé.

Une contribution
forte à la politique
du Logement
d'abord
+
Un outil au service
des politiques
publiques

Une amélioration de la
situation économique
des personnes

En entrant, près de **80%** des personnes
vivent en dessous
du seuil de
pauvreté et 40%
ont un revenu
inférieur à 305
par
mois.

En entrant, près de **50%** se situent à un
niveau
de revenus au-
dessus
du seuil de
pauvreté

ENGAGEONS-NOUS DANS LA PRODUCTION DE RÉSIDENCES SOCIALES!